

Négociation annuelle obligatoire (NAO):

1,3 million d'euros pour l'AFP et rien pour nous ?



Jeudi, la **direction** tiendra avec les syndicats une deuxième réunion dans le cadre du cycle des négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires. Précédemment, elle avait annoncé aux syndicats qu'elle **prévoyait de ne pratiquement rien donner aux salariés** et que la campagne de primes et de promotions serait quasi nulle cette année, hormis les mesures prévues par l'accord d'entreprise.

Malgré le contexte d'inflation élevée, la direction prétend que les petites augmentations concédées l'été dernier (lors d'une NAO extraordinaire) sont suffisantes. Elle fait également état de perspectives commerciales fortement dégradées. Au revoir la confiance de « tous les voyants sont au vert », maintenant elle affirme que l'agence navigue « sur une mer agitée ». Curieusement, dans ses vœux de Nouvel An plutôt sombres, notre PDG n'a pas mentionné que **l'agence avait commencé l'année avec une très bonne nouvelle : elle a évité une facture de 1,3 million d'euros.**

Comment ça ? Le gouvernement avait initialement prévu de supprimer en 2023 une niche sociale accordée aux médias. Tout comme les journalistes peuvent inscrire sur leur déclaration de revenus une déduction forfaitaire pour frais professionnels, même s'ils n'en ont pas, les entreprises de presse peuvent bénéficier d'un dispositif équivalent pour certaines cotisations sociales salariales et patronales. La direction a estimé que la suppression totale de ce dispositif, la DFS, coûterait à l'Agence 1,3M€ par an. Mais au dernier moment, suite au lobbying des médias, la suppression de la DFS a été repoussée. Elle sera mise en œuvre progressivement à partir de 2024.

En outre, l'AFP devrait être bénéficiaire – d'environ 2,3 millions d'euros – sur l'année 2022. La direction ne peut-elle pas en redistribuer une partie de ses profits aux salariés, comme le gouvernement a exhorté les entreprises de le faire ?

Pour ces NAO, SUD maintient sa demande de hausse générale des salaires pour compenser intégralement les pertes liées à l'inflation. Pendant des années, on nous a dit que nous devons faire des sacrifices. Ça suffit ! Il n'est pas question d'accepter une nouvelle baisse du pouvoir d'achat au moment où le gouvernement tente de nous imposer une énième contre-réforme des retraites, qui reviendrait à nous faire travailler plus longtemps, pour une retraite toujours moins élevée.

Défendre nos salaires, c'est défendre le niveau de nos retraites !

Paris, le 10 janvier 2023

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

